

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**FACTOFRANCE**

Société anonyme au capital de 507.452.317 euros  
Siège social : Tour D2 – 17 bis place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE  
063 802 466 R.C.S. NANTERRE

*Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 24 avril 2025*

**I. — Bilan au 31 décembre 2024**

<b>Actif en K€</b>	<b>2024 31 décembre</b>	<b>2023 31 décembre</b>
Caisse, Banques centrales	0	0
Effets publics et assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	1 390 800	538 722
Opérations avec la clientèle	324 299	228 463
Affacturage	6 618 770	6 283 178
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	91	89
Parts dans les entreprises liées	638 947	638 947
Opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
Immobilisations incorporelles	29	48
Immobilisations corporelles	1 005	1 350
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	212 158	264 384
Comptes de régularisation	20 231	44 447
<b>Total de l'actif</b>	<b>9 206 329</b>	<b>7 999 626</b>

  

<b>Passif en K€</b>	<b>2024 31 décembre</b>	<b>2023 31 décembre</b>
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4 290 282	3 264 550
Opérations avec la clientèle	2 945 661	2 859 866
Dettes représentées par un titre	300 822	302 913
Autres passifs	77 826	24 883
Comptes de régularisation	74 078	103 829
Provisions	7 017	6 549
Dettes subordonnées	150 993	151 059
Fonds pour risques bancaires généraux	23 574	23 574
Capitaux propres	1 336 076	1 262 405
- Capital souscrit	507 452	507 452
- Primes d'émission	330 434	330 434
- Réserves	50 745	50 745
- Réserves disponibles	373 583	300 583
- Ecart de réévaluation	0	0
- Provisions réglementées	0	0
- Report à nouveau	191	130
- Résultat de l'exercice	73 671	73 061
<b>Total du passif</b>	<b>9 206 329</b>	<b>7 999 626</b>

**Hors Bilan**

<b>Actif en K€</b>	<b>2024 31 décembre</b>	<b>2023 31 décembre</b>
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	492 680	514 204
Engagements reçus de la clientèle	0	0
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0

  

<b>Passif en K€</b>	<b>2024 31 décembre</b>	<b>2023 31 décembre</b>
-------------------------	-----------------------------	-----------------------------

<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	896 358	840 871
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle	12 500	12 500
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0

**II. — Compte de résultat**

Compte de résultat en K€	2024 31 décembre	2023 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	294 255	273 315
+ Intérêts et charges assimilées	-143 807	-138 008
+ Revenus des titres à revenu variable	1	1
+ Commissions (produits)	82 258	80 969
+ Commissions (charges)	-31 161	-24 819
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de négociation	35	246
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 898	1 226
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-247	-75
<b>= Produit Net Bancaire</b>	<b>203 232</b>	<b>192 856</b>
+ Charges de personnel	-53 773	-53 386
+ Autres charges administratives	-41 190	-37 281
+ Dotations aux amortissements	-364	-365
<b>= Charges de fonctionnement</b>	<b>-95 327</b>	<b>-91 032</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>107 904</b>	<b>101 824</b>
+ Coût du risque	-7 863	-1 689
<b>= Résultat d'Exploitation</b>	<b>100 041</b>	<b>100 135</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
<b>= Résultat Courant</b>	<b>100 041</b>	<b>100 135</b>
+/- Résultat exceptionnel	0	0
+ Impôts sur les bénéfices	-26 371	-27 074
+/- Dotations/reprises de FRBG	0	0
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées	0	0
<b>= Résultat Net</b>	<b>73 671</b>	<b>73 061</b>

**III. — Affectation du résultat**

L'assemblée générale, constatant que :

- le bénéfice de l'exercice de :	73.670.625,77€
- augmenté des « Autres réserves disponibles » de :	373.582.658,81€
- augmenté du « report à nouveau » de :	191.147,39€
- forment un montant distribuable de :	447.444.431,97€

décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :

- au poste « Autres réserves disponibles »	447.253.284,58€
- affectation du solde au compte « report à nouveau » :	191.147,39€
Total	447.444.431,97€

Il est rappelé que les dividendes distribués au cours des trois années précédentes ont été les suivants :

Exercices	2021	2022	2023
Dividende par action en euro	0,00	0,00	0,00
Impôt déjà versé au Trésor	Eligible à la réfaction de 40% ressortant du 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.		
Revenu réel	Selon les dispositions du code général des impôts applicables à la situation particulière de chacun des bénéficiaires.		

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**IV. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2024**

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

**I. Faits marquants/ Méthodes et règles d'évaluation**

### ***1.1 Faits marquants de l'exercice clos au 31 Décembre 2024***

#### **Contrôle fiscal sur les exercices 2021 et 2022**

FACTOFRANCE a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2021 et 2022.

Il ne ressort de ce contrôle aucune anomalie significative.

#### **Le retour de l'incertitude politique**

L'année 2024 a été marquée par des changements politiques de part et d'autre de l'Atlantique, n'empêchant toutefois pas le début du cycle d'assouplissement monétaire des principales banques centrales. L'atterrissage en douceur de l'économie américaine, tant sur le marché du travail que pour l'inflation, a permis à la Fed de baisser ses taux directeurs malgré la réélection de Donald Trump. Cet événement a alimenté les anticipations d'une politique économique plus expansionniste et inflationniste qui se sont retranscrites dans l'évolution des actifs.

La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont également pu entamer leur cycle de baisses de taux directeurs dans un contexte économique un cran plus dégradé. En effet, l'activité sur le Vieux continent a été moins dynamique qu'aux Etats-Unis, en raison des fragilités de l'économie allemande et de son industrie ainsi que de l'incertitude politique en France, née de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin.

Les matières premières ont connu de la volatilité au cours de l'année, provoquée par la poursuite des tensions géopolitiques, la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. En Chine, le constat d'une activité économique défavorablement orientée, marquée par la faiblesse de l'inflation, a conduit les autorités chinoises à adopter des mesures de soutien d'ordre monétaire et budgétaire afin de soutenir l'économie.

### ***1.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation***

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 20 février 2025.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable modifié par le règlement ANC 2015-06 et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Factofrance est intégrée à 100% dans les comptes consolidés du groupe Caisse Fédérale du Crédit Mutuel.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2024 sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2024 sont également présentés conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Factofrance présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan et le compte de résultat.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### ***1.2.1. Créances sur la clientèle et affacturage***

##### **Créances sur la clientèle**

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

##### **Créances d'affacturage**

###### **● Créances saines**

Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage sont inscrites à l'actif du bilan, dans la rubrique « Affacturage » pour leur montant d'acquisition. La notion de créances affacturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par la Société, que des créances dont le risque est à la charge du client.

###### **● Créances en devises étrangères**

Les créances libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans la devise de facturation. Leur paiement peut s'effectuer soit dans la même devise, soit en devise convertie sur la base du cours de change du jour. Lors de la réception des règlements acheteurs, les devises encaissées sont cédées sur la base d'un cours de change qui peut être différent de celui pratiqué au moment du paiement des créances du client.

###### **● Créances douteuses d'affacturage**

Lorsqu'un risque probable de non recouvrement partiel ou total apparaît, les créances sont transférées au poste « créances douteuses ». Dans le cadre d'activité d'affacturage, ce risque s'apprécie soit sur le cédant de la créance commerciale (client), soit sur le débiteur de la créance commerciale (acheteur).

Il n'y a pas de créances restructurées au sens du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances acheteurs sont dépréciées selon un taux forfaitaire appliqué à l'ensemble de la population. Concernant les créances vendeurs, elles sont dépréciées en conformité avec la politique risque de crédit qui vise à couvrir à un horizon court terme 100% du risque net supporté par Factofrance.

Les intérêts sur créances douteuses ne sont plus comptabilisés.

###### **● Créances douteuses compromises d'affacturage**

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation pour un montant approprié.

L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

**● Dépréciation des créances d'affacturage**

Les créances douteuses et douteuses compromises font l'objet d'une dépréciation constituée par dotation au compte de résultat. Les dépréciations correspondantes sont inscrites en minoration des postes d'actifs concernés.

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, revues sur la base d'une fréquence mensuelle et inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « coût du risque ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**● Titrisation**

Au 31 décembre 2024, l'encours nets des factures cédées par FACTOFRANCE au profit du FCT FACTOFRANCE dans le cadre de la titrisation s'élève à 819 550 988,16 €. Les encours cédés dans le cadre de la titrisation bénéficient d'une garantie apportée par le Factor à hauteur d'un montant de 12,5 M€ annuel.

**Créances et dettes envers les établissements de crédit**

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

***1.2.2. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées***

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net financier éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

***1.2.3. Dettes représentées par un titre***

Les dettes représentées par un titre sont composées des titres de créances à court terme émis et de l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus.

***1.2.4. Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre.

**Immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

Elles sont immobilisées et dépréciées économiquement selon le mode linéaire sur une période de 9 ans.

**Immobilisations corporelles**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les principales méthodes d'amortissement sont les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans
- Agencement et mobilier de bureau : linéaire sur 9 à 10 ans
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.

***1.2.5. Provisions pour dépréciation***

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

***1.2.6. Provisions pour risques et charges***

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions 2014-03 de l'ANC.

**I.2.7. Engagements pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC)**

La société Factofrance a adhéré, pour l'ensemble de son personnel, au contrat IFC Groupe Crédit Mutuel, ledit contrat étant également souscrit auprès des ACM Vie.

Il s'agit des régimes de retraite, pré-retraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux à long terme des emprunts du secteur privé en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âge, des catégories Cadre/Non cadre et des caractéristiques régionales
- les taux d'inflation, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

A date d'arrêté, si la valeur du contrat d'assurance est inférieure au montant des engagements une provision est constituée conformément à la recommandation ANC 2013-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Il n'existe pas d'engagements contractés au profit des dirigeants.

**I.2.8. Autres avantages à long terme**

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société. En application de la recommandation 2014-03 de l'ANC, les médailles du travail font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des médailles du travail sont les suivantes :

- un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

Au 31 décembre 2024, le montant de la provision s'élève à 2 062 K€ contre respectivement 1 834 K€ au 31 décembre 2023.

**I.2.9. Fonds pour Risques Bancaires Généraux**

Conformément aux règlements du CRBF n° 90-02 et 92-05, Factofrance SA a constitué un "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Au 31 décembre 2024, celui-ci s'élève à 23 574 K€ comme au 31 décembre 2023.

**I.2.10. Situation fiscale**

La provision pour impôts de l'exercice a été calculée au taux de 25,00 % sur l'ensemble de son résultat fiscal, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%.

Du fait des différences temporaires, Factofrance dispose d'un crédit d'impôt latent qui, conformément à la doctrine comptable, n'a pas été comptabilisé.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, Factofrance est devenu membre du groupe d'intégration fiscale constitué par la CF de CM. Factofrance verse à la CF de CM une somme égale à l'impôt qui aurait été à sa charge si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

**I.2.11. Produits d'exploitation bancaire**

Les commissions d'affacturage, qui représentent la majeure partie des produits du groupe, sont enregistrées pour leur totalité à la date d'achat des factures.

Du fait d'une durée de rotation moyenne des factures de 48 jours, les coûts marginaux de transaction supportés par Factofrance ne sont pas étalés sur la durée des encours d'affacturage, comme spécifié dans le règlement 2014-07 de l'ANC.

Outre les commissions perçues en rémunération du service affacturage proprement dit, Factofrance facture à ses clients des commissions destinées à couvrir le coût de financement des créances achetées au comptant et calculées sur la période allant de la date d'achat des factures jusqu'à leur recouvrement. Les commissions de financement non échues relatives à l'encours au 31 décembre, sont différées et incluses au passif du bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

**I.2.12. Parties liées**

Conformément aux recommandations de l'ANC n° 2010-04 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la liste des transactions effectuées par Factofrance avec des entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

**I.2.13. Actifs et passifs libellés en devises**

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté.

Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

**II. Détails sur les postes du bilan et du compte de résultat****II.1 Notes sur l'actif du bilan (en milliers d'euros)****II.1.1. Etat des créances**

**Ventilation des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle**

Les créances sur établissements de crédit sont ventilées comme suit :

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit*	1 390 800	0	0	0	1 390 800
Créances sur la clientèle	6 858 411	83 575	1 081	1	6 943 069
<b>Total</b>	<b>8 249 211</b>	<b>83 575</b>	<b>1 081</b>	<b>1</b>	<b>8 333 869</b>

\* Comptes à vue.

Les créances sur la clientèle sont ventilées comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	274 033	193 220
Affacturage	6 554 478	6 166 833
Autres concours à la clientèle	0	4
Prêt "Stockline"	16 288	13 866
Créances douteuses (*)	162 087	195 564
<b>Total</b>	<b>7 006 886</b>	<b>6 569 487</b>

(\*) Ce montant comprend au 31/12/2024, 86 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 81 M€ dans les comptes de FactoFrance au 31/12/2023.

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Virements de postes à postes	31/12/2024
Dépréciations des créances sur la clientèle - encours douteux	9 247	6 175	-299	-815	14 308
Dépréciations des créances sur la clientèle - encours douteux compromis	48 599	3 041	-2 946	815	49 509
<b>Total</b>	<b>57 846</b>	<b>9216</b>	<b>-3 245</b>	<b>0</b>	<b>63 817</b>

**II.1.2. Les "participations et autres titres détenus à Long Terme"**

Détail des mouvements de l'exercice (en milliers d'euros) :

Sociétés (L = Entreprises liées)		Valeur d'inventaire au 31.12.23	Acquisitions/ Cessions en 2024	Valeur d'inventaire au 31.12.24	Dépréciation au 31.12.24	Valeur nette comptable au 31.12.24	Pourcentage détention au 31.12.24
CM-CIC Leasing Solutions	L	638 947		638 947	0	638 947	100%
Autres		88	3	91	0	91	NC
<b>Total</b>		<b>639 035</b>	<b>3</b>	<b>639 038</b>	<b>0</b>	<b>639 038</b>	

**II.1.3. Etat des mouvements des immobilisations****Immobilisations incorporelles :**

En milliers d'euros	31/12/2023	Acquisition Dotations (+)	Cessions Reprises (-)	Virements de postes à postes	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>					
Logiciels					0
Autres immobilisations incorporelles	173		0	0	173
<b>Montant brut</b>	<b>173</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>173</b>
<b>Amortissements</b>					
Logiciels					0
Autres immobilisations incorporelles	-125	-19	0	0	-144
<b>Cumul amortissements</b>	<b>-125</b>	<b>-19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-144</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>48</b>	<b>-19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29</b>

**Immobilisations corporelles :**

En milliers d'euros	31/12/2023	Acquisition Dotations (+)	Cessions Reprises (-)	Virements de postes à postes	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>					
Constructions d'exploitation	248	0	0	0	248
Immobilier d'exploitation	1 949	0	0	0	1 949
Mobilier d'exploitation	1 376	0	0	0	1 376
Autres immobilisations corporelles	0				0
<b>Montant brut</b>	<b>3 573</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 573</b>
<b>Amortissements</b>					
Constructions d'exploitation	-131	-24	0	0	-155
Immobilier d'exploitation	-1 188	-197	0	0	-1 385
Mobilier d'exploitation	-905	-124	0	0	-1 029

<i>Autres immobilisations corporelles</i>	0				0
<i>Cumul amortissements</i>	-2 224	-345	0	0	-2 569
<i>Valeur nette</i>	1 349	-345	0	0	1 004

**II.1.4. Les "Autres Actifs"**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts et cautionnements versés	3 563	3 549
Créances envers l'état	4 532	3 188
Avances frais de personnel	87	86
Autres créances sur le groupe	0	0
Créances titrisations	203 809	255 034
Créances diverses	166	2 527
<b>Total</b>	<b>212 157</b>	<b>264 384</b>

**II.1.5. Comptes de régularisation « actif »**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir	18 699	17 189
Charges constatées d'avance	0	24 559
Comptes d'ajustements sur devises	0	0
Débiteurs divers	1 532	2 699
<b>Total</b>	<b>20 231</b>	<b>44 447</b>

**II.2 Notes sur le passif du bilan (en milliers d'euros)****II.2.1. Etat des dettes**

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
1. Dettes envers les établissements de crédit*	2 478 446	1 811 836	0	0	4 290 282
2. Comptes créditeurs de la clientèle	2 945 661	0	0	0	2 945 661
3. Dettes représentées par un titre	0	300 822	0	0	300 822
4. Dettes subordonnées	0	0	150 993	0	150 993
<b>Total</b>	<b>5 424 106</b>	<b>2 112 658</b>	<b>150 993</b>	<b>0</b>	<b>7 687 758</b>

\* Dont 105 700 K€ de dettes à vue.

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés comme suit :

- Comptes courants des vendeurs : 458 111 K€
- Réserves vendeurs : 1 739 887 K€
- Autres : 747 662 K€

Les dettes sur les établissements de crédit à terme sont ventilées comme suit:

- Emprunts court terme : 4 167 401 K€
- Dettes rattachées sur emprunts court terme : 17 182 K€

Les dettes représentées par un titre sont ventilées comme suit:

- Dettes représentées par un titre : 300 822 K€ (dont 300 000 K€ de nominal de NEU CP et 822 K€ de dettes rattachées positives)
- Billets à ordre émis : 0€

**II.2.2. Les "Autres Passifs"**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	6 263	7 449
Dettes sociales	2 635	2 880
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203	106
Autres dettes sur le groupe	0	9 937
Créditeurs divers	68 725	4 510
<b>Total</b>	<b>77 826</b>	<b>24 882</b>

**II.2.3. Comptes de régularisation « passif »**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	13 523	40 135
Charges à payer	41 310	38 810
Comptes d'ajustement devises	28	28
Autres comptes de régularisation	19 217	24 856
<b>Total</b>	<b>74 078</b>	<b>103 829</b>



**II.2.4. Tableau des provisions inscrites au passif**

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite	260	0	-260	0
Provisions pour médaille du travail	1 834	228	0	2 062
Provisions pour litiges	3 878	0	-52	3 826
Autres provisions	576	1 037	-483	1 130
<b>Total</b>	<b>6 548</b>	<b>1 265</b>	<b>-795</b>	<b>7 018</b>

**II.2.5. Dettes subordonnées**

En milliers d'euros	31/12/2023	Souscriptions	Remboursements	Autres variations	31/12/2024
Dettes subordonnées	150 000	0	0	0	150 000
Emprunts participatifs	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	1 059	0	0	-66	993
<b>Total</b>	<b>151 059</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-66</b>	<b>150 993</b>

Le poste « Dettes subordonnées » est constitué de 2 emprunts en Euros dont les caractéristiques sont les suivantes :

Banque émettrice	Nominal	Devise	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance
BFCM	100 000 000	EUR	EURIBOR 3 MOIS + 1,55%	25/05/2018	25/05/2028
BFCM	50 000 000	EUR	1,949%	18/06/2019	18/06/2029
<b>Provision</b>	<b>150 000 000</b>				

**II.2.6. Fonds pour Risques Bancaires Généraux**

Au 31 décembre 2024, le "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" s'élève à 23 573 695 € comme au 31/12/2023.

**II.2.7. Tableau des variations des capitaux propres**

En milliers d'euros	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Dividende versé	Réserves plus values à long terme	Changement de méthode	Résultat 2024	31/12/2024
Capital	507 452						507 452
Prime d'émission	329 849						329 849
Boni de fusion (*)	585						585
Réserve légale	50 745						50 745
Autres réserves	300 582	73 000					373 582
Report à nouveau	130	61					191
Provisions réglementées	0						0
Résultat	73 061	-73 061				73 671	73 671
<b>Total</b>	<b>1 262 404</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>73 671</b>	<b>1 336 075</b>

(\*) Fusion-absorption de GE Capital France Services en 2015

**II.2.8. Composition du capital social**

Euros	Nombre	Valeur unitaire	Capital social
Actions	24 526 862	20,69	507 452 317

Le capital social est détenu par 2 actionnaires selon la manière suivante :

- BFCM : 24 526 861 actions
- GESTEUROP : 1 action

**II.3 Notes sur le compte de résultat****II.3.1. Répartition du volume (en milliards d'euros)**

En matière d'affacturage, l'indicateur le plus significatif est le volume de créances achetées. Répartition du volume :

National	International	Dont Exportation	Total
29,7	23,0	7,1	52,7

**II.3.2. Intérêts et produits assimilés**

Les intérêts et produits assimilés se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Commission spéciale de financement	267 625	239 959
Produits sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	22 811	29 731
Intérêts reçus sur engagements de financement	2 589	2 638
Intérêts sur prêt subordonné	0	0
Intérêts Stockline (financements sur stock)	1 138	986

Autres intérêts et produits assimilés	92	1
<b>Total</b>	<b>294 255</b>	<b>273 315</b>

**II.3.3. Intérêts et charges assimilées**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts/ Agios sur comptes ordinaires débiteurs	-4 727	-16 851
Charges d'intérêts sur dettes subordonnées	-6 328	-5 755
Charges d'intérêts sur TCN	-12 196	-10 898
Charges sur engagements de garantie	0	0
Charges d'intérêts sur refinancement intragroupe	-120 556	-104 504
Charges d'intérêts sur comptes à terme		0
Charges d'intérêts sur participations bloquées		0
Commissions d'engagement hors bilan versées		0
Autres intérêts et charges assimilées		0
<b>Total</b>	<b>-143 807</b>	<b>-138 008</b>

**II.3.4. Revenus des titres à revenu variable**

Facto france présente un niveau de titres à revenu variable sur l'exercice 2024 équivalent à l'exercice 2023, à savoir 1 K€.

**II.3.5. Les commissions (Produits)**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits rétrocédés	-6 251	-5 027
Opérations de change	12	2
Assistances et conseils	832	865
Commissions sur prêts	1 540	1 295
Commissions de non utilisation	827	1 373
Commissions d'affacturage	70 980	69 374
Minimums de commissions	4 285	4 121
Autres commissions (produits)	10 032	8 966
<b>Total</b>	<b>82 257</b>	<b>80 969</b>

**II.3.6. Les commissions (Charges)**

Ce poste s'élève à 31 161 K€ dont 7 557 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires et 23 600 K€ de commissions de transaction liées à la titrisation au 31/12/2024. Il s'élevait à 24 819 K€ au 31/12/2023.

**II.3.7. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

Le montant des gains de 35 K€ correspond au solde net des opérations de change enregistrées sur l'exercice 2024.

**II.3.8. Autres produits d'exploitation bancaire**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Refacturations intra groupe	0	0
Autres produits d'exploitation bancaires	988	180
Autres produits accessoires	857	1 043
Reprises de provisions	53	0
Produits d'exploitation non bancaires	0	3
<b>Total</b>	<b>1 898</b>	<b>1 226</b>

**II.3.9. Les charges générales d'exploitation**

Les charges générales d'exploitation se décomposent de la manière suivante:

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-30 734	-30 664
Charges sociales (*)	-15 482	-15 073
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 505	-1 487
Personnel détaché	-599	-844
Intéressements et participations	-4 904	-4 386
Dotations nettes aux provisions pour retraite	260	-260
Autres dotations nettes aux provisions	-809	-672
Autres charges administratives	-41 190	-37 281
Dotations aux amortissements	-364	-365
<b>Total</b>	<b>-95 327</b>	<b>-91 032</b>

(\*) Le montant des charges sociales inclut -3,6M€ de charges de retraites au 31/12/2024 (montant identique au 31/12/2023).

Facto france applique la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises, que l'Autorité des Normes Comptables a modifié le 5 novembre 2021. Les engagements sont évalués et comptabilisés en application de cette recommandation.

**II.3.10. Le coût du risque**

Le coût du risque au 31/12/2024 s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-9 216	-3 523
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	3 245	3 179
Pertes sur créances douteuses	-2 028	-1 457
Indemnités de réassurance	0	0
Récupération de créances amorties	109	92
Autres dotations nettes aux provisions	28	21
<b>Total</b>	<b>-7 862</b>	<b>-1 688</b>

**II.3.11. Résultat exceptionnel**

Absence de résultat exceptionnel sur l'exercice 2024.

**II.3.12. Impôt sur les bénéfices**

Répartition du montant global de l'impôt sur les bénéfices :

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	100 041	-26 370	73 67
Exceptionnel	0	0	0
<b>Total</b>	<b>100 041</b>	<b>-26 370</b>	<b>73 671</b>

**III. Autres informations****III.1 Ventilation de l'effectif moyen du personnel**

	31/12/2024	31/12/2023
Techniciens	264	259
Cadres	209	205
<b>Total</b>	<b>473</b>	<b>466</b>

**III.2 Rémunération de mandataires sociaux**

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**III.3 Honoraires des Commissaires aux Comptes**

En milliers d'euros et HT	KPMG		ERNST & YOUNG	
	Montant	En %	Montant	En %
Certification des comptes	125		125	
Services autres que la certification des comptes	0		0	
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>50%</b>	<b>125</b>	<b>50%</b>

**III.4 Compte Personnel de Formation**

Le Droit individuel à la Formation a été remplacé par le Compte Personnel de Formation au 1er janvier 2015, celui-ci est géré désormais par la Caisse des dépôts et consignations.

**III.5 Société consolidante**

Factofrance S.A est consolidée dans les livres de BFCM, société anonyme à conseil d'administration au capital de 1.688.529.500 euros, dont le siège social est situé au 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen à Strasbourg (67000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 355 801 929, par la méthode de l'intégration globale à 100%.

**III.6 Exemption de consolidation**

Conformément aux articles L. 233-17 et R. 233-15 du Code de Commerce, Factofrance est exemptée, en tant que société mère du sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

En effet :

- Ni un, ni plusieurs détenteurs, représentant au moins 1/10ème du capital ne se sont opposés à cette exemption.
- Les comptes individuels de Factofrance ainsi que ceux de la société qu'elle contrôle sont intégrés globalement dans BFCM.

**III.7 Tableau des filiales et participations**

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital social	Capitaux propres	Chiffre d'affaires ou PNB	Valeur d'inventaire des titres détenus	Résultat du dernier exercice
<b>A - Filiales (50% au moins du capital détenu)</b>					
<b>1. CM-CIC Leasing Solutions (Quote-part : 100%) *</b>	193 179	324 448	87 773	638 947	11 141
Société par actions simplifiée Tour D2, 17 bis place des Reflets 92988 Paris La Défense Cedex					
<b>B - Autres titres</b>					
<b>1. BPI Financement (Ex: Sofaris)</b> 27-31 av. du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort Cedex	-	-	-	20	-

\* Le montant indiqué correspond au **Produit Net Bancaire** pour l'entité CM-CIC Leasing Solutions.

**III.8 Information réglementaire par Etat ou territoire – Article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier**  
En application de l’article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, la Société n’a pas d’implantation dans les Etats ou territoires qui n’ont pas conclu avec la France de convention d’assistance administrative, ni dans d’autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l’article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les annexes aux comptes consolidés de BFCM.

**III.9 Affectation du résultat**  
Il sera proposé à l’Assemblée Générale d’affecter le bénéfice distribuable 2024 s’élevant à 447 444 K€ (76 671 K€ de bénéfice, 373 583 K€ d’autres réserves disponibles et 191 K€ de report à nouveau) en autres réserves disponibles pour 447 253 K€ et 191 K€ en report à nouveau.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l’Assemblée Générale de la société Factofrance,

**Opinion**  
  
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Factofrance relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.  
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l’opinion**  
  
■ **Référentiel d’audit**  
Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.  
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ **Indépendance**  
Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l’audit**  
  
En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ **Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses**

Risque identifié	Notre réponse
Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle et de créances acquises dans le cadre de contrats d’affacturage. Votre société comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour les créances douteuses dont le recouvrement est devenu incertain. Elles sont déterminées individuellement en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Compte tenu de l’activité exercée par votre société, nous considérons que l’évaluation de ces dépréciations sur les créances douteuses constitue un point clé de l’audit. Au 31 décembre 2024, les dépréciations des créances douteuses s’élèvent à M€ 64 pour un encours douteux net total de M€ 162 (Note II.1.1. de l’annexe aux comptes annuels).	Nous avons évalué l’efficacité des procédures et des contrôles jugés clés réalisés par votre société dans le contexte macroéconomique actuel en réalisant des tests sur : ► le déclassement des créances en douteux ; ► les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes : ► examiner les différents indicateurs de risques préparés par votre société et les procédures d’alertes qui en découlent, le cas échéant ; ► examiner les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l’aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de votre société et de notre connaissance des pratiques du secteur du financement spécialisé ; ► réaliser des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; ► analyser les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers déclassés en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques et apprécier le taux de provisionnement retenu.

**Vérifications spécifiques**  
  
Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### ■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Factofrance par votre assemblée générale du 22 mai 2002 pour le cabinet KPMG S.A. et par décision de l'associé unique du 27 septembre 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la vingt-troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la neuvième année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, saufs'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 7 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.  
Sophie Sotil-Forgues

ERNST & YOUNG et Autres  
Vanessa Jolival

#### VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société.